Conférence de presse de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, sur la situation en Afghanistan, les sanctions contre la répression en Syrie, le dossier nucléaire iranien et la candidature serbe à l'UE, Bruxelles le 14 novembre 2011.

2011-11-14

Aujourd'hui, nous avons tout d'abord examiné la situation en Afghanistan. La réunion d'Istanbul a été encourageante et a notamment permis le lancement du Processus d'Istanbul qui concerne la sécurité collective. Et puis nous sommes en train de préparer la Conférence de Bonn. Nous avons tous affirmé notre volonté d'accompagner l'Afghanistan au-delà de 2014, en mettant en œuvre une coopération de long terme. La France a déjà préparé un Traité de coopération avec l'Afghanistan, que nous pensons signer d'ici la fin de l'année.

Nous avons ensuite parlé de la Syrie. Un événement important s'est produit au cours des derniers jours avec la prise de position de la Ligue arabe qui a suspendu la Syrie. Nous avons été les premiers à dire que ce régime avait perdu sa légitimité et s'enferme aujourd'hui dans une sorte de paranoïa puisqu'il accuse la Ligue arabe d'avoir monté un complot contre lui. Il nous faut travailler dans trois directions :

- d'abord, renforcer nos relations avec l'opposition syrienne - le Conseil national syrien - pour l'aider à s'organiser ;

- ensuite, nous coordonner avec tous les États de la région et la Ligue arabe. Je suis en relation fréquente avec le Secrétaire général de cette organisation, mais aussi avec la Turquie qui joue un rôle important dans cette région ;

- enfin, travailler aux Nations unies, à la fois du côté de l'Assemblée générale où nous avons mis un texte en circulation, mais aussi au Conseil de sécurité, en accord avec la Ligue arabe. Nous espérons que la Russie et la Chine, de plus en plus isolées, vont évoluer sur cette question. Nous en parlions d'ailleurs en Afrique du Sud, avec ma collègue sud-africaine, il y a à peine trois jours.

Enfin, nous avons parlé de l'Iran. Il est clair que le rapport de l'Agence internationale de l'Énergie atomique met en évidence la progression de l'Iran dans son projet de

conception et de mise en œuvre d'une arme nucléaire. C'est un enjeu majeur pour la stabilité du monde ; une intervention militaire serait pire que le mal et nous entraînerait dans une spirale non maîtrisable.

Nous sommes bien sûr toujours prêts au dialogue mais nous constatons que l'Iran ne manifeste aucune bonne volonté. Nous allons donc renforcer les sanctions européennes à son égard. Je sais bien quelles sont les critiques faites aux sanctions, de ne pas être toujours efficaces ou de trop peser sur la population civile ; c'est vrai, mais c'est l'arme dont nous disposons aujourd'hui et que nous allons renforcer et mettre en œuvre avec beaucoup de détermination.

Q - Sur la Syrie, pouvez-vous nous rappeler les sanctions ?

R - 18 responsables syriens conduisant ou finançant la répression ont été ajoutés à la liste d'interdiction de visas et de gel des avoirs. Et l'Union européenne a décidé d'interdire à la Banque européenne d'investissement (BEI) d'intervenir en Syrie.

Q - Sur la libération des otages, pouvez-vous nous en dire un peu plus ?

R - Ils ont été libérés et je voudrais remercier à nouveau le sultan d'Oman et les autorités omanaises de nous avoir aidés dans les négociations. Ils sont attendus ce soir vers 21 h 00 à Villacoublay. J'ajoute, comme je vous l'ai dit à plusieurs reprises, que la France ne paie pas de rançon.

Q - La question de la candidature serbe sera-t-elle à l'ordre du jour dans trois semaines et est-ce que cela a un rapport avec l'«Europe à deux vitesses» ?

R - La France considère aujourd'hui qu'il serait bon de reconnaître à la Serbie le statut de candidat, de façon à pouvoir engager les négociations, le moment venu, tout en demandant à la Serbie de progresser dans son dialogue avec Pristina et de trouver des solutions sur le Kosovo. Il n'y a pas encore unanimité sur ce point parmi les 27.

Q - Sur la Syrie, Monsieur le Ministre, certains opposants réclament eux aussi une zone d'exclusion aérienne ; le débat va-t-il dans ce sens ?

R - Je pense que l'hypothèse d'une intervention militaire ressemblant de près ou de loin à ce qui a été fait en Libye n'est pas à l'ordre du jour ; nous ne le souhaitons pas. En revanche, nous pouvons réfléchir à la façon de protéger les populations civiles, avec l'intervention d'observateurs, par exemple des Nations unies ; c'est une question dont nous sommes prêts à discuter avec l'opposition syrienne et avec les Nations unies.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 16 novembre 2011

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/183957-conference-de-presse-de-m-alain-juppe-ministre-des-affaires-etrangeres